

# Les raisons de la colère

## Sur : Denis Merklen, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*

La violence faite aux bibliothèques pourrait bien nous rappeler que leur prétention à l'universalité, adossée à la supposée neutralité du service public, demeure une abstraction pour ceux qui subissent la tension des rapports de force. Le retour des flammes traduirait le retour d'un refoulé politique qu'il y aurait, aujourd'hui, urgence à assumer.



La bibliothèque de Villiers-le-Bel (95) incendiée en novembre 2007.

De tous les mariages entre « la carpe d'une discipline et le lapin d'un objet<sup>1</sup> », celui de la sociologie et des bibliothèques a été l'un des plus durables et des plus fructueux. Sociologie de la lecture, des publics ou des bibliothécaires : l'éclairage jeté par cette discipline sur l'objet bibliothèque a un intérêt particulier pour les professionnels qui s'autorisent à penser

l'institution qu'ils représentent, la place qu'occupent dans la société les équipements au sein desquels ils travaillent. Une profusion d'enquêtes sociologiques révèle à la fois le désir inquiet des bibliothécaires de connaître leurs publics et leur confrontation parfois douloureuse à des réalités qui heurtent leurs convictions. Le livre de Denis Merklen, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*, ne déroge pas à cette tradition. Il y apporte même quelque chose de plus, et ce à double titre.

### > Sociologie et bibliothèques

En premier lieu, l'ouvrage se distingue par une perspective théorique originale. En effet, dans sa perception des publics des bibliothèques, la sociologie nous avait habitués principalement à deux types d'approches. Une sociologie de la domination s'était longtemps attachée à montrer que, loin de remplir un rôle émancipateur, la bibliothèque, comme l'école, est un facteur de reproduction

1. Anne-Marie Bertrand, « Un anglicisme encombrant : les sciences de l'information et des bibliothèques en France », *Revue de l'Enssib*, n° 1/2013, [en ligne] <http://revue.enssib.fr> (consulté le 04/01/2014).

sociale complice de l'imposition d'une culture dominante. La sociologisation d'une notion de « culture » jusque-là transcendante et sacrée ébranle les fondements idéologiques de la profession. Après l'optimisme d'après-guerre, on s'aperçoit que l'augmentation de l'offre et la multiplication des équipements n'impliquent pas, mécaniquement, une hausse de la fréquentation des bibliothèques par les classes défavorisées. La profession doit désormais affronter la contradiction entre, d'une part, la confiscation des bibliothèques par une minorité sociale et, d'autre part, l'aspiration à réduire les inégalités et à augmenter le nombre d'usagers. La réflexion sur l'échec de la démocratisation culturelle et sa déclinaison dans les bibliothèques, la « non fréquentation », s'accompagne d'une révision critique de la théorie de la légitimité culturelle, de plus en plus déjouée par l'« éclectisme » des univers culturels<sup>2</sup> et la « dissonance » de la

culture des individus<sup>3</sup>. Parallèlement, la réhabilitation des cultures populaires, illustrée notamment par la réception de l'œuvre de Richard Hoggart, a permis de poser un regard différent sur ceux que l'on considérait comme les victimes impuissantes de la violence symbolique. Ainsi, selon Jean-Claude Passeron, « *c'est par l'oubli de l'autonomie irréductible des symbolismes dominés que le sociologue est conduit tout droit au "misérabilisme", comptabilité apitoyée des absences, des privations et des manques à quoi se réduit une culture populaire dès qu'on n'y voit plus qu'une culture dominée, toute entière définie par les effets de domination*<sup>4</sup>. » L'ethnocentrisme lettré de l'institution bibliothèque est révélé et mis à distance à travers le degré de familiarité que les usagers et les non usagers entretiennent avec l'univers de l'écrit et les pratiques qui s'y rattachent.

Une deuxième approche déployée par la sociologie pour saisir les publics des bibliothèques prête une attention particulière aux usages. Participant d'un refus du déterminisme concomitant du retour de l'« acteur » en sociologie, le passage du « qui » vient à la bibliothèque au « comment » utilise-t-on la bibliothèque dans le regard sur les publics permet de prêter attention aux « arts de faire » (Michel de Certeau) de ceux qui s'approprient d'une manière personnelle, détournent ou esquivent l'offre institutionnelle. C'est l'attribution de sens à l'établissement bibliothèque et à ce qu'on y trouve qui est ici valorisée, plutôt que le conditionnement extérieur des publics et des non fréquentants. Dans cette perspective,

le terme « usagers », prend, selon Christophe Evans, une signification particulière : « *Insister sur les usages, sur le "faire", légitime l'intérêt que l'on peut porter aux pratiques les plus singulières ou saugrenues en apparence [...] (il va de soi pour le sociologue que l'usager d'une bibliothèque n'est pas seulement celui qui en fait l'usage qui était prédéfini et attendu par l'institution elle-même*<sup>5</sup>.) » Émerge ainsi une figure complexe de l'usager, que l'on a tendance à penser de plus en plus dans son interaction avec la bibliothèque. Ainsi, dans *Publics à l'œuvre* de Jean-François Barbier-Bouvet et Martine Poulain, la relation entre capital culturel et fréquentation passe au second plan. Les usages probables, déductibles de la position dans la stratification sociale, se partagent largement la scène avec des usages imprévus : « *Entre les pratiques attendues et les pratiques réelles, il y a toujours l'écart des formes d'appropriation particulières par lesquelles les sujets sociaux apposent la marque de leurs besoins propres sur les outils destinés à satisfaire leurs besoins supposés*<sup>6</sup>. »

En mettant l'accent sur les conditions d'accès à l'espace public et sur les relations complexes entre collectif et individualisation, l'ouvrage de Denis Merklen resitue les bibliothèques dans la continuité de leurs fondements idéologiques : l'émancipation des individus et la formation du citoyen sont la justification de la bibliothèque. Si la perspective déterministe dévoilait l'hypocrisie de cette justification, si la perspective pragmatiste soulignait son contournement, ici, elle est prise au mot et

2. Olivier Donnat, *Les Français face à la culture : de l'exclusion à l'éclectisme*, La Découverte, 1994.



3. Bernard Lahire, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, 2004.

4. Jean-Claude Passeron. « Richard Hoggart, écrivain et sociologue », in *Richard Hoggart en France* (textes rassemblés par Jean-Claude Passeron), Bpi/Centre Georges Pompidou, 1999, pp. 211-254.

5. Christophe Evans, « Usagers et usages en bibliothèques », in Dominique Arot (dir.), *Les bibliothèques en France (1991-1997)*, Éd. du Cercle de la Librairie, 1998, pp. 201-224 (p. 204 pour la citation).

6. *Publics à l'œuvre. Pratiques culturelles à la Bpi du Centre Pompidou*. Bpi/Centre Georges Pompidou : La Documentation française, 1986, p. 143.

confrontée à ce qui la nie : la violence faite aux bibliothèques.

À travers l'observation sociologique, les bibliothèques apparaissent prises dans un tissu de rapports de forces qui démontent leurs prétentions universalistes. Mais, au-delà de cette entreprise de démythification propre à toute démarche scientifique, elles se voient donner la parole pour dire leur place dans la société. Le livre s'emploie à éclaircir leur position ambiguë, à la fois dedans et dehors. D'une part, elles sont *dedans*, avant-postes du service public dans des quartiers périphériques et difficiles. Dans l'esprit des bibliothécaires, les bibliothèques sont des établissements non contraignants, à la différence de l'école, des espaces ouverts à tous sans discrimination, œuvrant pour l'émancipation par la culture des populations défavorisées : c'est là leur « *vocation selon laquelle "apporter" ou "donner accès" à la culture et à la lecture sont une bonne chose pour ces quartiers et pour ces jeunes qui se trouveraient autrement désavantagés dans leurs possibilités de participation sociale et politique.* » (p. 215). Ces convictions ne sont pas purement incantatoires, mais traduisent une action qui semble ne jamais rencontrer son public là où on l'attend, voire entrer en concurrence avec une littérature populaire qui vient défier les bibliothèques sur le terrain même des mots et de l'écrit.

Car d'autre part, les bibliothèques sont *dehors*, face aux quartiers dans lesquels elles sont pourtant implantées. Du point de vue des bibliothécaires, le quartier, territoire en déliquescence économique et délaissé par la population la plus intégrée socialement, se traduit au sein de la bibliothèque par la présence de publics dont les caractéristiques – diversité culturelle, écart linguistique, comportements déviants



DR

Émeute à Villiers-le-Bel (novembre 2007).

des jeunes – suscitent un fort sentiment d'altérité à leur égard. Du point de vue des habitants, les bibliothèques sont l'outil d'un projet de transformation sociale porté par l'État et les collectivités territoriales, le lieu d'une culture lettrée considérée comme sacrée et d'une langue institutionnelle hautement normative. Le regard des habitants désuniversalise radicalement la bibliothèque et la ravale au rang d'instrument de domination incarnant « l'action d'un groupe social sur un autre » (p. 34). Les cailloux et les cocktails Molotov visent le symbole d'une institution perçue comme partisane et marquent ce moment précis où les classes populaires « *refusent le temps d'un instant d'être des usagers pour devenir un collectif qui constitue en face-à-face deux groupes sociaux : les habitants d'un côté, les bibliothécaires et leurs alliés de l'autre.* » (p. 268) L'enjeu, dans ce contexte, est de faire retrouver aux bibliothèques un rôle dans la formation du collectif des « classes populaires » face à la force corrosive de la désocialisation dans les quartiers.

### > « Politicité » contre « publicité » ?

En second lieu, l'originalité du livre de Denis Merklen réside dans l'angle d'entrée de jeu politique à partir duquel sont considérées les bibliothèques, rarement explorées de cette manière. Certes, la dimension politique n'est jamais absente des considérations sur les bibliothèques, à commencer par les missions de service public qui leurs sont assignées au niveau national et local. De nouveaux modes de gouvernance des bibliothèques ont été mis en place avec la municipalisation des politiques culturelles. Enfin, les relations entre l'institution et ses publics, le rôle de la bibliothèque dans la société ont été au centre des débats qui ont émaillé l'histoire des bibliothèques publiques, de la fin des bibliothèques-musées à l'avènement du web social, en passant par l'essaimage des médiathèques et la démocratisation culturelle. La justification même des bibliothèques publiques – à savoir, leur rôle dans la constitution

d'une opinion publique éclairée face aux pouvoirs – est aujourd'hui ébranlée par les évolutions technologiques, les bouleversements sociaux, les restrictions économiques, à tel point que le politique semble revenir en force dans les préoccupations d'une profession que l'on croyait définitivement acquise au pragmatisme. Après des décennies de consensus, l'affirmation de l'utilité publique des bibliothèques redevient urgente.

En mettant en avant le conflit comme constitutif du politique, Denis Merklen donne cependant à ces débats une profondeur différente. Habités à se penser comme des acteurs d'un espace public de type habermasien, rationnel et discursif, les bibliothécaires sont mal préparés à affronter la violence et à lui donner un sens. Il faut dire, à leur décharge, que la violence et la conflictualité sont mal considérées en politique. Aberrantes, inexplicables, voire nihilistes, elles sont la plupart du temps reléguées dans la sphère de la pathologie, hors de la politique. La notion d'espace public – pluraliste mais se tenant à l'écart d'une conflictualité irrationnelle – chère aux bibliothécaires encourage cette conception : « ...les bibliothèques

sont conçues selon le modèle de l'espace public. Un équipement de service public ouvert aux usages les plus divers, susceptible de tous les investissements, capable d'accueillir tous les points de vue. Suivant un idéal démocratique, la bibliothèque est pensée ici comme un livre qu'on conçoit ouvert à toutes les lectures. » (p. 21). Or la violence à l'encontre des bibliothèques, loin d'être dénuée de sens, est porteuse d'un message : la bibliothèque se voit ainsi dénoncer sa propre « charge politique qui tend à rester invisible derrière la "neutralité" du service public. » (p. 21). Elle est projetée du côté des élites institutionnelles et subit de manière frontale une contestation qui la laisse sans voix.

Car le conflit fait partie intégrante de la « politicalité » des classes populaires. La « politicalité » est ici définie comme la « condition politique » des individus et groupes, qui n'est autre qu'une politisation des clivages sociaux (pp. 13, 243, 309).<sup>7</sup> Première conséquence : les usagers réels et potentiels des bibliothèques ne sont pas des individus abs-

7. Voir également le précédent ouvrage de Denis Merklen, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, La Dispute, 2009.

traits censés s'élever par la culture afin d'exercer leur citoyenneté de manière éclairée, mais des citoyens déjà placés en condition politique, réduits à lutter à la fois pour la reconnaissance et pour la survie. Seconde conséquence : les formes de mobilisation des classes populaires ont lieu « entièrement à l'intérieur des frontières de la citoyenneté. » (p. 317) La bibliothèque ne saurait donc s'extraire d'un espace public conflictuel, se mettre à l'abri de la contestation, demeurer un lieu protégé et neutre. Elle est véritablement « au cœur du politique » (chapitre V), en ce sens où, rattrapée par le conflit, elle doit prendre conscience de sa partialité et s'inscrire dans un mouvement partagé avec les classes populaires : « ...les bibliothèques n'ont d'autre choix que de se rapprocher des classes populaires pour agir avec elles. Sans quoi elles risquent de se trouver complètement out et de laisser les quartiers de l'autre côté de la frontière, dans un territoire dominé par les industries culturelles et par une conception de la politique certes inquiétante. Le mouvement n'est pas facile [...]. Mais ni la bibliothèque ni aucun agent culturel ne pourront avancer dans cette direction en prenant les classes populaires uniquement comme une cible. » (p. 145-146) À l'heure où le « participatif » fait florès, la formation du « collectif » revient ainsi dans le débat pour rappeler aux bibliothèques leur condition politique.

Cristina Ion, Docteur de l'EHESS en études politiques, chercheur, spécialiste de Machiavel (*La politique de Machiavel, art de la guerre ou art de la paix ?*, Ed. Academiei române, 2008), est membre du comité de rédaction de la revue *Cités* pour laquelle elle a notamment dirigé le dossier « Violences dans la cité » (*Cités*, n°50, 2012). Son mémoire de diplôme de conservateur portait sur *La réception du « discours sociologique » par les professionnels des bibliothèques* (2008). Elle a en outre coordonné le numéro « Roumanie » de *Bibliothèque(s)* (n°67, mars 2013).

Du même auteur, à lire également : « Les bibliothèques publiques et le modèle politique français », *BBF*, n°2, mars 2011, pp. 18-22.

En ligne : <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-02-0018-003>, « Bibliothèques, web 2.0 et démocratie », in *Actes du Symposium international « Le livre. La Roumanie. L'Europe. »* (20-24 septembre 2010).

Cristina ION  
BnF - Département  
Philosophie,  
histoire, sciences de l'homme

